



## Recueil de la jurisprudence

**Arrêt de la Cour (septième chambre) du 31 janvier 2013 – Commission / Pays-Bas**

**(affaire C-301/11)**

«Législation fiscale — Transfert de résidence fiscale — Liberté d'établissement — Article 49 TFUE — Imposition des plus-values non réalisées — Taxe de sortie immédiate»

1. *Libre circulation des personnes — Liberté d'établissement — Restrictions — Législation fiscale — Transfert d'une entreprise ou transfert du siège social statutaire ou réel d'une société de droit national vers un autre État membre — Réglementation nationale prévoyant un prélèvement d'impôt immédiat sur les plus-values latentes afférentes aux actifs transférés — Inadmissibilité (Art. 49 TFUE) (cf. points 15, 17-19, 23 et disp.)*
2. *Recours en manquement — Examen du bien-fondé par la Cour — Situation à prendre en considération — Situation à l'expiration du délai fixé par l'avis motivé (Art. 258 TFUE) (cf. point 20)*

### Objet

Manquement d'État – Interprétation de l'article 49 TFUE – Taxe à la sortie pour les entreprises cessant d'avoir leur résidence fiscale aux Pays-Bas – Imposition des plus-values non réalisées d'une entreprise en cas de changement de résidence de l'entreprise, de déménagement de son établissement stable ou de transfert de ses actifs dans un autre État membre

### Dispositif

- 1) En ayant adopté et maintenu en vigueur une réglementation nationale prévoyant l'imposition des plus-values non réalisées lors du transfert d'une entreprise ou lors du transfert du siège social statutaire ou réel d'une société dans un autre État membre, le Royaume des Pays-Bas a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 49 TFUE.
- 2) Le Royaume des Pays-Bas est condamné aux dépens.

- 3) La République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède ainsi que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord supportent leurs propres dépens.